



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
(E) 2958-2814
(P) 3006-306X**

Numéro 007, Juin 2024

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :

auréHAL
accès aux données
de référence de HAL

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel
“(RE) CUEILLIR
LES SAVOIRS”

<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>



<http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

**Academic
Resource
Index**
ResearchBib

<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/2958-2814>

ORCID

<https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

SJIF 2024 : 5.214

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

REVUE ELECTRONIQUE

AKIRI

Revue Scientifique des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations

E-ISSN 2958-2814 (Online ou en Ligne)

I-ISSN 3006-306X (Print ou imprimé)

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob

Directeur de publication : MAMADOU Bamba

Rédacteur en chef : KONE Kiyali

Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly

SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro

BATCHANA Esohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I

N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

M'BRA Kouakou Désiré, Maître conférences, Université Alassane Ouattara

Comité de Lecture

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roval, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 SANOGO Tiantio, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGBE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara

Comité de rédaction

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 KONÉ Kiyali, Maître-Assistant, Histoire, Université Péléforo Gon Coulibaly
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférences, Philosophie, Université Alassane Ouattara
 OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara
 MAMADOU Bamba, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Alassane Ouattara,
 ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny,
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Espagnol, Université Alassane Ouattara
 SIDIBÉ Moussa, Maître-Assistant, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara
 ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara
 KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny
 MEITÉ Ben Soualiou, Maître de Conférences, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BALDÉ Yoro Mamadou, Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
 MAWA Miraille-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

Contacts

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

Sjifactor : <http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

Academic Resource Index: <https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/2958-2814>

ORCID : <https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

Facteur d'impact ou Impact Factor (IF)

Année 2024 : **5.214**

Année 2023 : **3,023**

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « **AKIRI** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue *AKIRI* n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Anglais

1. **Investigating secondary schools efl learners' difficulties in speaking acquisition: a case study of Tchaourou, Benin**
HOUNNOU Azoua Mathias, ZOUNHIN TOBOULA Coffi Martinien & NABINE Gnandi..... 1-12
2. **Exploring metadiscourse devices in George Weah's inaugural speech**
Albert Omolegbé KOUKPOSSI 13-25
3. **Exploring Patriotism Teaching Mechanism in the Schools of Mali**
Adama Coulibaly..... 26-43
4. **Translation in efl classes as a teaching method: malian teachers' perceptions**
Diakalia COULIBALY & Moussa SOUGOULE..... 44-54

Études hispaniques

5. **Psicoeducación de los estudiantes con tdah en la universidad**
Ahmadou MAÏGA & Xiomara SÁNCHEZ VALDÉS 55-65

Lettres Modernes

6. **Les figures de l'animus chez violette leduc**
Siaka SORI..... 66-81
7. **Structure et fonctions des olõ ou dictons proverbiaux dans les chansons de denagan janvier honfo**
Sylvestre DJOUAMON 82-96
8. **De la découverte de la guerre à la naissance d'une sensibilité dans *Le Premier homme* d'Albert Camus**
Sylvain Koffi KOUASSI 97-107

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

9. **Les séquences chronoculturelles de la Préhistoire au Burkina Faso**
Serge Stéphane SANOU..... 108-126
10. **Migrations des Tchaman dans le district d'Abidjan : contact et dialogue des cultures**
Koutouan Marilyne DJAKO & Foniya Élise THIOMBIANO/ILBOUDO 127-137

Histoire

- 11. Le Magal à Grand-Bassam : un espace de pèlerinage et de socialisation de la communauté mouride de 2002 à 2022**
Amon Jean-Paul ASSI..... 138-155
- 12. La Bataille de Logo Sabouçiré de 1878 : Ma part de vérité**
Balla DIANKA..... 156-170
- 13. Inquisition à la fin du moyen âge : facteur de stabilisation d'une société chrétienne en crise**
BORIS Konan Kouassi Parfait & COULIBALY Pédiomatéhi Ali..... 171-185
- 14. L'Église de l'Alliance Chrétienne et Missionnaire du Gabon : une histoire marquée par une œuvre scolaire 1933-1982**
Michel ASSOUMOU NSI..... 186-204
- 15. La situation politique du Kombere de Lalle à la veille de la conquête coloniale**
Nongma Nestor ZONGO..... 205-219
- 16. Nagbanpoa : un patrimoine historique et culturel au service du développement socio-économique des villages de Nagbangou et Kaldjaoni**
Hamguiri LANKOANDÉ..... 220-236
- 17. École et mobilité au Togo pendant la période coloniale (1891-1960)**
Abaï BAFEI..... 237-252
- 18. La politique de reboisement dans le cercle d'Atakpamé sous administrations coloniales (1901-1960)**
Nanbidou DANDONUGBO..... 253-269
- 19. Le système d'alliance des Dan à l'épreuve des religions révélées en Côte d'Ivoire**
Achille César VAH & Kiyali KONE..... 270-282

Géographie

- 20. Agriculture maraîchère et l'accès au foncier au sein de l'Université Omar Bongo (UOB) au Gabon**
Leticia Nathalie SELLO MADOUNGOU épouse NZÉ & Pacôme TSAMOYE..... 283-299
- 21. Occupation du sol et dynamique urbaine de Daoukro (centre-est de la Côte d'Ivoire)**
Aka Yves Serge Pacôme ETTIEN, Blé Konan Aristide YAO & Dominique Ahebe KONAN..... 300-313
- 22. Femmes, actrices de la commercialisation du riz local dans la plaine de Satégui-Déressia au Sud-ouest du Tchad**
ASSOUE Obed & MANIGA EGUETEGUE Talkibing 314-326

- 23. Le système participatif de garantie :
une aubaine pour les producteurs biologiques locaux dans le Grand Ouaga**
Odette OUEDRAOGO..... 327-342
- 24. Les implications socio-économiques du commerce du poisson malien
dans la ville de Bouaké (Côte d’Ivoire)**
Yaya DOSSO, N’Guessan Séraphin BOHOUSSOU & Koffi Denis SIÉ..... 343-359
- 25. Les inondations dans l’île Mbamou au Congo Brazzaville :
facteurs et résilience des populations locales**
Rolchy Gonalth LONDESSOKO DOKONDA & Damase NGOUMA..... 360-380
- 26. Infrastructures de transport et accès aux centres de santé
dans le département de Taï en Côte d’Ivoire**
Palingwindé Vincent de Paul YAMEOGO & Kouamé Sylvestre KOUASSI..... 381-396
- 27. Implication des institutions locales dans la gouvernance
du Ranch de Gibier de Nazinga, centre sud du Burkina Faso**
Boureima SAWADOGO, Ibrahim OUÉDRAOGO, & Joachim BONKOUNGOU... 397-412
- Philosophie**
- 28. Les trois figures du « souci » chez Martin Heidegger**
Pascal Dieudonné ROY-EMA & Serge Fiéni Kouamé KOUAKOU..... 413-428
- 29. Le rationalisme critique poppérien,
une contribution à l’éthique de la discussion**
Crépin Zanan Kouassi DIBI..... 429-443
- 30. De l’état de nature hobbesien à la société réelle : une ventilation de la peur**
Justin MOGUE..... 444-454
- 31. Expériences d’utilisation des médias sociaux
chez les primo-féministes étudiantes**
Amani Angèle KONAN..... 455-472
- 32. L’antipsychologisme d’Edmund Husserl,
une critique de la doctrine psychologue**
Moctarou BALDE & Boubé NAMAÏWA..... 473-482
- 33. Cybercriminalité et cybersécurité en Afrique : pourquoi articuler
l’action techno-juridique et la responsabilité collective ?**
Koffi AGNIDE & Yaou Gagnon ALI..... 483-498
- 34. Les coups d’État militaires en Afrique :
un nihilisme constitutionnel d’un pouvoir constituant**
Narcisse Rostand MIAFO YANOU..... 499-517

Anthropologie et sociologie

- 35. Analyse de l'évaluation et du pilotage de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Gabon**
Georges Moussavou..... 518-537
- 36. Viabilité socio-économique des microprojets au sein des exploitations agricoles dans la Boucle du Mouhoun (Burkina Faso) au Burkina Faso**
Christophe Yorsaon HIEN, Tionyélé FAYAMA,
Taminou COULIBAL & Salifou KABORE..... 538-554
- 37. Genre, accès aux moyens d'existence et services publics des ménages PDI dans la région du centre-Est (Burkina Faso)**
LOMPO Miyemba 555-571

Science de l'éducation

- 38. Evaluation des pratiques enseignantes dans les matières fondamentales à l'école primaire du département de l'Alibori au Bénin**
AKA Rémi Oscar, TAMBOURA Amadou,
HOUEHA Saturnin & OLONI Felix..... 572-589
- 39. La pédagogie inversée : modèle innovant d'enseignement des arts plastiques au secondaire général en Côte d'Ivoire**
Armel Kouamé KOUADIO, Kignigouoni Dieudonné Espérance TOURE & Rodolphe Kouakou MENZAN..... 590-605
- 40. Perceptions et attitudes des élèves-professeurs sur la collaboration pédagogique**
Baba Dièye DIAGNE..... 606-624

Sciences économiques et de gestion

- 41. Analyse des effets socioéconomiques du programme d'alphabétisation des apprenants de la Médina (2017-2019)**
Salif BALDE, Adja Marième KANE, Mamadou FOFANA & Pape Amadou KANE 625-639

Agriculture maraîchère et l'accès au foncier au sein de l'Université Omar Bongo (UOB) au Gabon

Leticia Nathalie SELLO MADOUNGOU épouse NZÉ

Géographie rurale et aménagement
Université Omar Bongo (Libreville - Gabon)
Email : leticiasello@gmail.com

&

Pacôme TSAMOYE

Géographie sociale
CENAREST / GREDS (Libreville - Gabon)
Email : pacomeawong@gmail.com

Résumé

Dans les villes des pays en développement telles que Libreville au Gabon, l'agriculture urbaine, en particulier le maraîchage, est perçue comme une solution aux problèmes de sécurité alimentaire, de chômage et d'environnement. Cependant, cette pratique est confrontée à des défis fonciers. Cette étude se concentre sur l'agriculture maraîchère au sein de l'Université Omar Bongo (UOB) et vise à examiner comment cette activité a survécu pendant plus de deux décennies dans un contexte où le développement urbain aurait dû prévaloir. Les méthodes de recherche utilisées comprennent la collecte de données documentaires et cartographiques, les observations sur le terrain, les entretiens semi-dirigés et une enquête par questionnaire administrée à 12 maraîchers entre avril et mai 2023. Les résultats révèlent que l'activité maraîchère à l'UOB est principalement pratiquée par des hommes, avec 75 % des maraîchers dans la tranche d'âge de 20 à 25 ans. De plus, 83,3 % des maraîchers interrogés sont de nationalité gabonaise, tandis que les autres sont burkinabés, et tous travaillent en groupe. Cette coopération interculturelle bilatérale favorise une cohabitation bénéfique sur le plan relationnel. L'accès à la terre dans cette institution varie en fonction du statut des maraîchers. Bien que les modalités d'acquisition des parcelles par les maraîchers burkinabés, qui disposent de 27 550 m², n'aient pas été clairement identifiées, ils sont finalement devenus locataires en payant un loyer mensuel de 200 000 FCFA (304,87 euros). En revanche, les maraîchers gabonais, principalement des étudiants, ont obtenu l'approbation des autorités universitaires et ne paient aucun loyer pour leurs 500 m². Enfin, la durée maximale d'activité sur les sites maraîchers, notamment pour les maraîchers burkinabés, est de 4 ans.

Mots clés : Agriculture, maraîchage, foncier, UOB, Libreville

Market gardening agriculture and land access within Omar Bongo University (UOB) in Gabon.

Abstract

In cities of developing countries such as Libreville in Gabon, urban agriculture, particularly market gardening, is seen as a solution to food security, unemployment, and environmental issues. However, this practice faces land-related challenges. This study focuses on market gardening within Omar Bongo University (UOB) and aims to examine how this activity has persisted for over two decades in a context where urban development should have prevailed. Research methods include collecting documentary and cartographic data, field observations, semi-structured interviews, and a questionnaire administered to 12 market gardeners between April and May 2023.

Findings reveal that market gardening at UOB is predominantly practiced by men, with 75% of gardeners aged 20 to 25. Additionally, 83.3% of surveyed gardeners are Gabonese nationals, while the rest are Burkinabés, all working collectively. This bilateral intercultural cooperation fosters beneficial relational coexistence. Access to land within the institution varies depending on the gardeners' status. Although the acquisition terms for Burkinabé gardeners, who have 27,550 m², were not clearly identified, they eventually became tenants by paying a monthly rent of 200,000 FCFA (304.87 euros). Conversely, Gabonese gardeners, mainly students, obtained approval from university authorities and pay no rent for their 500 m². Finally, the maximum duration of activity on the garden sites, particularly for Burkinabé gardeners, is 4 years.

Keywords: Agriculture, market gardening, land, UOB, Libreville

Introduction

D'un point définitionnel, l'agriculture urbaine « est considérée comme l'agriculture localisée dans la ville et à sa périphérie, dont les produits sont destinés à la ville et pour laquelle il existe une alternative entre usage agricole et urbain non agricole des ressources » (P. Moustier et A. Mbaye, 1999 : 8). « Outre son quasi-monopole de l'approvisionnement de la ville, cette agriculture jouait un rôle majeur de gestion environnementale » (A. Fleury et P. Donadieu (1997 : 46). Ses dernières traces remontent au dernier tiers du XIXe siècle dans un contexte où les moyens de transport efficaces étaient inexistantes.

P. Nahmias et Y. Le Caro, (2012 : 2) précisent qu'« au carrefour de la géographie sociale et de l'aménagement de l'espace, l'agriculture urbaine est aussi un objet de recherche commun à la géographie et à la sociologie, dans une approche intégrative de perspectives urbaines et rurales ». Elle concerne plusieurs activités agricoles telles que le maraîchage, l'arboriculture, l'élevage, etc. (A. Roué-Le Gall et *al.*, 2020 : 2).

Alors que cette activité économique a « beaucoup régressé dans les pays développés » (A. Fleury et P. Donadieu, 1997 : 46), elle se modernise et s'intensifie en Afrique francophone du fait « d'un accès meilleur et plus diversifié aux intrants et attire toujours de nouveaux acteurs, dans un milieu pourtant soumis à de multiples contraintes » (L. J. A. Mougeot et P. Moustier, 2004 : 15). Elle bénéficie en réalité de deux facteurs favorables : la célérité de l'extension urbaine et le renouvellement des politiques publiques (P. Moustier P. et A. S. Fall, 2004 : 23).

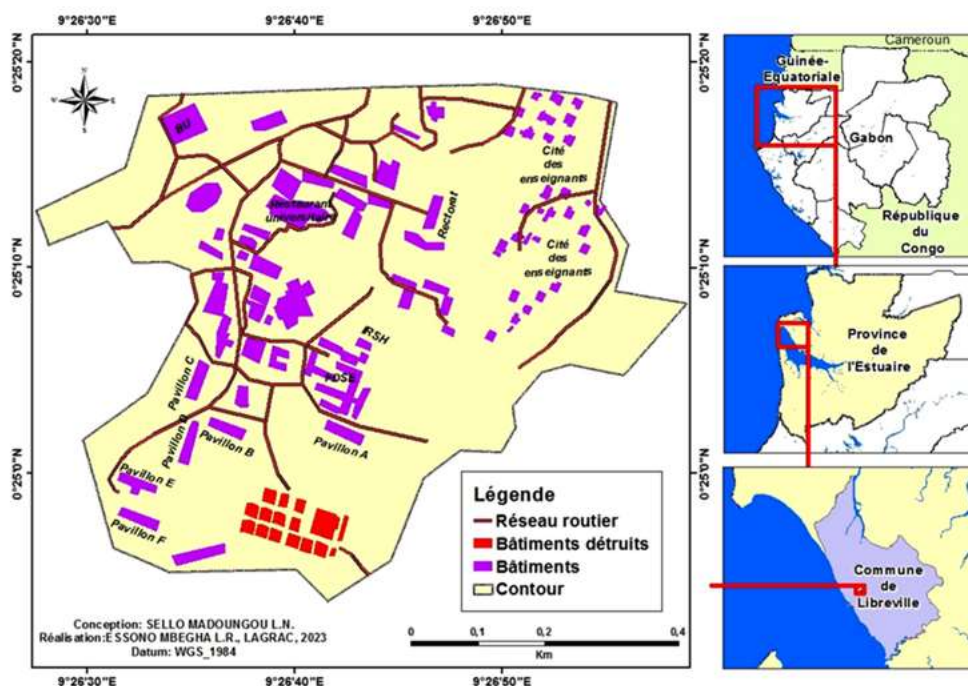
Au Gabon, d'après G. Ondo Nzuey (2019), c'est à partir du début des années 1990 que les périmètres maraîchers ont commencé à émerger et à se développer dans Libreville et ses environs. Initialement mis en place sous la supervision de l'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD) dans des zones spécifiques (S. M. Bayendi Loudit et *al.*, 2017 : 2), cette activité s'est progressivement étendue. Aujourd'hui, l'Université Omar Bongo (UOB),

comme illustré dans la figure 1, est également touchée par cette expansion. On y cultive notamment de l'amarante (*folong*), des tomates, de la laitue et du piment, des produits essentiels à l'alimentation des habitants de Libreville. Cependant, cette agriculture urbaine pratiquée au sein de l'UOB soulève de nombreuses interrogations de la part des riverains et des utilisateurs de l'université, en particulier sur la question foncière au sein de ce "temple du savoir".

Quel est le mode d'appropriation de l'espace par ces maraîchers, alors même qu'aucune formation dans le domaine de l'agronomie n'est disponible ? Et combien de temps ont-ils déjà passé sur le site ? Ces questions constituent le cœur de cette réflexion, dont l'objectif principal est d'examiner comment cette activité a pu perdurer pendant plus de deux décennies malgré un contexte où le développement urbain aurait dû prévaloir. De manière secondaire, cette étude vise à comprendre les modes d'appropriation de l'espace par les maraîchers et à appréhender la durée de leur présence sur le site.

Cette recherche propose les hypothèses suivantes : tout d'abord, la location pourrait être le mode d'appropriation des terres. Deuxièmement, la durée de présence sur le site pourrait dépendre des exploitants, étant donné que leur installation s'est réalisée de manière progressive.

Figure 1 : Localisation de l'UOB



1. Méthodologie

L'analyse portant sur l'activité maraîchère et l'accès au foncier a été menée à l'UOB. Cette institution universitaire, fondée en 1970 sous le nom de l'Université Nationale du Gabon (UNG), a été rebaptisée en 1978 sous le nom qu'elle porte aujourd'hui (UOB), après une restructuration. Elle est aujourd'hui composée de deux facultés principales : la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLHS) et la Faculté de Droit et des Sciences Économiques (FDSE). Ainsi, une combinaison de méthodes incluant la recherche documentaire, des entretiens, l'observation et des enquêtes sur le terrain a été utilisée pour mener cette analyse.

1.1. La méthode qualitative

La méthodologie de recherche a impliqué la recherche de documents pertinents pour délimiter le sujet d'étude et soutenir la rédaction de ce travail. À cet effet, une variété de sources documentaires générales abordant les questions de l'agriculture urbaine dans son ensemble, ainsi que l'agriculture maraîchère en particulier ont été consultées. Cela comprenait des articles, des ouvrages, des thèses et des rapports disponibles en ligne et dans les bibliothèques. De plus, une documentation spécifique relative à l'agriculture urbaine, notamment au Gabon, et plus précisément à Libreville, où se situe la zone d'étude, a été particulièrement utile. Par exemple, l'article de S. M. Bayendi Loudit et *al.* (2017), intitulé « Le maraîchage périurbain à Libreville et Owendo (Gabon) : pratiques culturelles et durabilité », a souligné le besoin avéré de produits maraîchers frais au Gabon, en particulier à Libreville.

De même, la thèse de doctorat de G. E. Libongui (2022), intitulée « Agriculture en zone urbaine et périurbaine de Libreville : dynamiques spatiales, acteurs et enjeux environnementaux », a mis en évidence le rôle de cette activité en tant qu'alternative pour répondre aux besoins d'approvisionnement alimentaire et de revenus des habitants de Libreville, malgré les défis posés par l'expansion urbaine incontrôlée.

Par ailleurs, une série d'entretiens semi-dirigés a été menée auprès de plusieurs membres du personnel administratif de l'université, entre avril et mai 2023. L'objectif de ces entretiens était d'obtenir à travers les questions posées, des informations sur la pratique du maraîchage au sein de cette institution, les modalités d'accès au foncier, ainsi que le déroulement de cette activité. Enfin, les cartes ont été élaborées à partir du fond cartographique issu de la base de données du World Resources Institute (WRI), qui couvre l'ensemble des zones du Gabon à l'aide de données vectorielles traitant diverses thématiques.

1.2. La méthode quantitative

Suite aux observations sur le terrain, un questionnaire distinct a été distribué de manière aléatoire aux maraîchers entre avril et mai 2023, en fonction de leur disponibilité. Seulement douze d'entre eux ont accepté d'y répondre, alors que nos enquêtes indiquent qu'il y a plus d'une quarantaine de maraîchers opérant à l'université. Ces derniers travaillent tous en communauté, et deux groupes distincts ont été identifiés : certains sont membres de l'association "Solidarité fraternelle", tandis que d'autres appartiennent à la coopérative agricole "Mutambe", dont le nom en langue Guisir signifie "Terre", et qui a été fondée en 2021.

Le questionnaire qui leur a été soumis était divisé en plusieurs sections, couvrant divers aspects tels que les caractéristiques démographiques des maraîchers (sexe, âge, quartier), des informations sur leur famille, leur expérience agricole, les modalités d'accès à la terre, les pratiques d'entretien des cultures et les difficultés rencontrées. Les données collectées ont donc été saisies dans le logiciel Sphinx, ce qui a facilité leur traitement et leur analyse. Par la suite, des tableaux simples ou croisés ainsi que des graphiques ont été élaborés pour présenter les résultats. Une représentation de l'activité maraîchère est présentée dans la figure 2 ci-dessous.

Figure 2 : Des parcelles de maraîchage à l'UOB



Source : Enquêtes de terrain, avril-mai 2023

Il s'agit de zones maraîchères situées à proximité des résidences du personnel au sein de l'université, principalement concentrées vers le sud-est de celle-ci.

2. Résultats

L'analyse de la pratique du maraîchage à l'Université Omar Bongo (UOB) s'est concentrée sur deux aspects jugés essentiels : les maraîchers eux-mêmes et l'accès au foncier.

2.1. Caractéristiques des maraîchers

Les maraîchers interviewés ont fourni les informations sur eux-mêmes et leur activité.

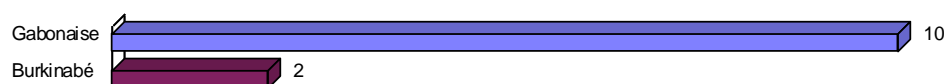
2.1.1. Une activité interculturelle bilatérale

Les maraîchers sont de nationalités diverses, à savoir burkinabé et gabonaise, car nous avons pu obtenir des informations sur d'autres maraîchers qui n'ont pas été directement interrogés, notamment concernant leur nationalité. D'une part, les maraîchers burkinabés, qui cultivent en famille (souvent entre frères), sont nombreux, totalisant plus d'une vingtaine de membres répartis sur plusieurs sites. Selon le rapport de surveillance des produits maraîchers locaux établi par l'Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire (AGASA) en 2022, 25 maraîchers ont été recensés en 2021 pour un projet similaire, ce qui pourrait inclure ces maraîchers burkinabés. En revanche, les maraîchers gabonais de la coopérative *Mutambe* affirment n'avoir pas été contactés par l'AGASA cette année-là, correspondant à leurs débuts dans l'activité maraîchère à l'UOB.

Les maraîchers burkinabés cultivent une variété de produits, notamment des légumes, de la canne à sucre et des condiments. Lors de nos enquêtes, certains d'entre eux semblaient réticents à s'exprimer, probablement sous l'injonction de leurs aînés (peut-être les responsables des parcelles où ils travaillent), soupçonnant une enquête potentielle à leur encontre. Il semblerait que les autorités aient demandé depuis un certain temps à ces maraîchers de cesser leur activité, ce qui n'a pas été immédiatement suivi d'effet, expliquant leur méfiance envers toute demande d'information. Par conséquent, seulement deux d'entre eux ont accepté de partager des informations avec nous.

D'autre part, nous trouvons des maraîchers gabonais, principalement des étudiants membres de la coopérative *Mutambe*. Ces derniers cultivent divers produits tels que l'arachide, l'amarante, les épinards, la canne à sucre, etc. Seuls dix d'entre eux étaient disponibles pour répondre au questionnaire présenté. Cette coopérative, en règle avec les normes administratives, est née de la passion des étudiants pour le maraîchage. Ils exercent cette activité en dehors de leurs heures de cours, notamment le soir et le week-end. La figure 3 ci-après donne des informations sur la nationalité des maraîchers enquêtés.

Figure 3 : Les nationalités des maraîchers de l'UOB



Source : Enquêtes de terrain, avril-mai 2023

83,3 % des maraîchers sont de nationalité gabonaise et sont tous des étudiants. Initialement, les autorités universitaires avaient envisagé que ces étudiants travaillent sous la supervision des maraîchers burkinabés, bénéficiant de leur vaste expérience et de leur passion pour l'agriculture. Lorsque les étudiants ont commencé leur activité en 2021, ils ont reçu l'aide des maraîchers burkinabés, qui les ont guidés dans divers aspects de la culture maraîchère, notamment les techniques de semis, en particulier le repiquage de l'amarante (*folong*), la création de pépinières et l'entretien des plantes. Leur cohabitation a été bénéfique sur le plan relationnel, ne générant aucune tension entre les maraîchers des deux nationalités. Cependant, au début de l'année 2024, les maraîchers burkinabés ont finalement décidé de se retirer de l'activité, laissant les maraîchers étudiants gabonais poursuivre la culture maraîchère.

2.1.2. Une activité exclusivement occupée par les hommes

Le tableau croisé 1 ci-après regroupe quelques informations importantes des maraîchers.

Tableau 1 : Effectif des maraîchers par sexe et par âge

Age	15-20	20-25	25-30	TOTAL
Sexe				
M	2	9	1	12
F	0	0	0	0
TOTAL	2	9	1	12

Source : Enquêtes de terrain, mars-avril 2023

En tenant compte du sexe et de l'âge des participants à l'enquête, les résultats indiquent que l'activité maraîchère est principalement pratiquée par des hommes âgés de 20 à 29 ans, ce qui souligne un engagement marqué des jeunes dans cette activité. En effet, la majorité des répondants (75 %) se situent dans la tranche d'âge de 20 à 25 ans, notamment parmi les étudiants de l'UOB.

À l'UOB, le maraîchage est pratiqué en plein air ou sous serre (voir figure 2). Cependant, en l'absence de mécanisation, il s'agit d'une activité manuelle et physique exigeant une force considérable, en particulier lors du labourage du sol. Selon le type de sol, le labourage peut être une tâche ardue. Il implique également un travail intense sur le terrain, nécessitant une bonne condition physique pour exécuter des tâches parfois très exigeantes. Cela explique peut-être pourquoi seule la gente masculine semble s'adonner à cette activité. Le travail maraîcher est souvent organisé de manière collective, comme l'ont souligné les maraîchers de la coopérative *Mutambe*, qui regroupe plus d'une vingtaine de maraîchers étudiants. Cette organisation en

chaîne facilite la répartition des tâches, depuis le défrichage jusqu'à la vente des produits. Certains maraîchers se chargent du labourage, d'autres des semis et de l'arrosage, tandis que d'autres se consacrent à la vente une fois les produits prêts. L'expérience agricole de ces maraîchers est reflétée dans le tableau 2.

Tableau 2 : Durée de l'expérience maraîchère

Valeurs	Nb. cit.
2 ans	3
10 ans	2
1 an	1
3 mois	1
4 ans	1
5 mois	1
6 ans	1
8 mois	1
Je suis né dedans	1
TOTAL	12

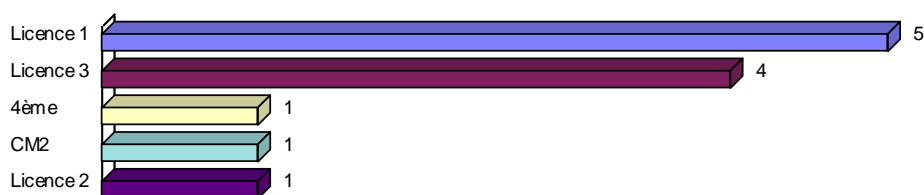
Source : Enquêtes de terrain, avril-mai 2023

La plus grande expérience maraîchère rapportée est de 10 ans, mentionnée par les deux maraîchers originaires du Burkina Faso. À moins de trente ans, ces maraîchers affichent déjà une expérience agricole remarquable. Leur expertise est souvent reconnue et attribuée à leur passion pour le travail de la terre. En comparaison avec d'autres communautés, ils sont nombreux à s'engager dans le maraîchage.

2.1.2. Le niveau d'étude des maraîchers

La connaissance du niveau d'étude des maraîchers a été jugée nécessaire en raison de l'impact potentiel de leur activité sur l'environnement et la santé, tant pour les consommateurs que pour les maraîchers eux-mêmes, en lien avec l'utilisation d'outils et de produits chimiques. Cela permet de mieux comprendre leurs compétences techniques, leurs besoins en formation et en information, afin de formuler des politiques plus cohérentes et efficaces pour des résultats améliorés. La figure 4 ci-dessous présente des informations sur le niveau d'instruction des maraîchers.

Figure 4 : Le niveau d'étude des maraîchers de l'UOB



Source : Enquêtes de terrain, avril-mai 2023

83,3 % des maraîchers sont des étudiants, inscrits au niveau Licence dans divers départements de l'université. En revanche, les deux maraîchers burkinabés ont respectivement un niveau d'étude primaire (CM2) et secondaire (4ème). Cette disparité de niveau d'études pourrait poser des défis en termes de compétences analytiques et d'instruction, éléments essentiels pour innover et moderniser une activité respectueuse de l'environnement et de la santé humaine. Par ailleurs, nos enquêtes sur le terrain révèlent que 75 % des maraîchers gabonais, souhaitant entreprendre une activité sans produits chimiques, ont choisi d'utiliser des alternatives naturelles telles que la bouse de vache séchée, qu'ils se procurent auprès des maraîchers burkinabés. Cette approche a également été adoptée par les maraîchers de *Wee Need*, bien que nous n'ayons pas pu les retrouver en raison de l'arrêt de leur activité. Quant aux autres maraîchers gabonais (8,3 %), ils n'ont pas fourni d'informations sur l'utilisation ou non de produits chimiques.

En revanche, les deux maraîchers burkinabés ont tous déclaré utiliser des fertilisants, des insecticides et des herbicides, sans avoir bénéficié d'une formation appropriée, se fiant uniquement aux conseils des vendeurs chez qui ils achètent ces produits. Cette pratique comporte des risques réels auxquels ils sont confrontés quotidiennement, sans en être nécessairement conscients.

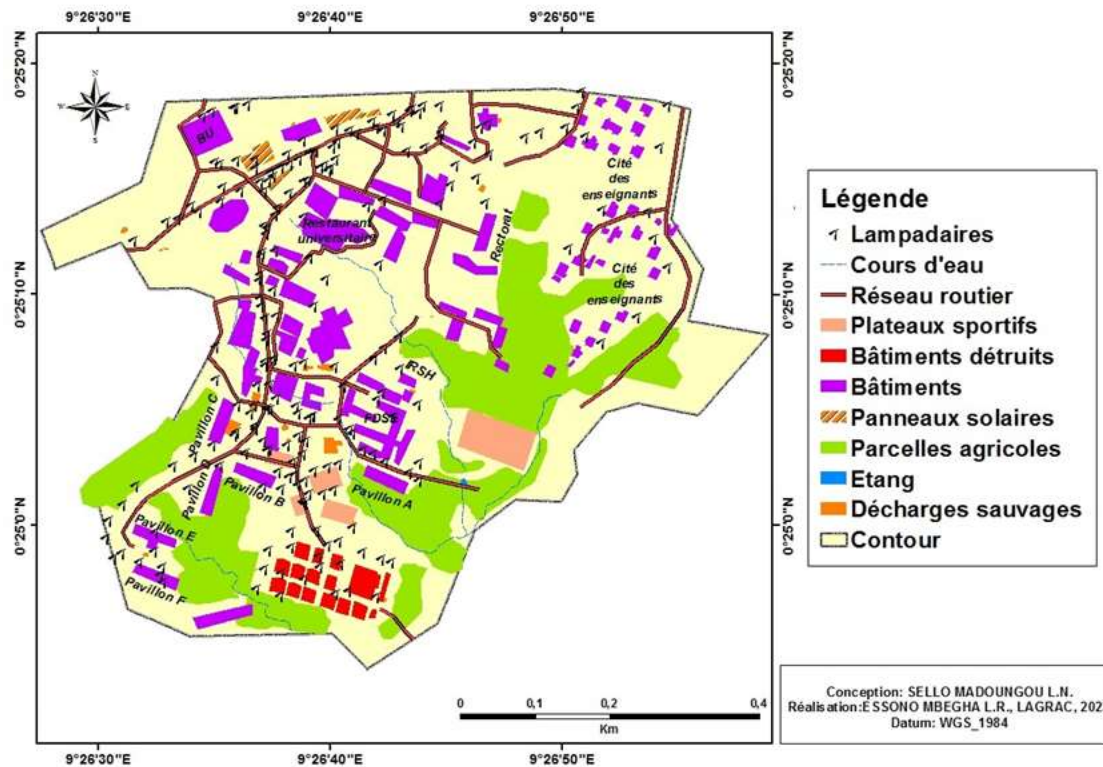
Les tournées de l'Agence Gabonaise de la Sécurité Alimentaire (AGASA) sur les sites maraîchers de l'UOB visaient à prélever des échantillons de cultures, à sensibiliser les maraîchers et à leur montrer l'importance de se former. En 2021, dix prélèvements et analyses ont été réalisés sur les dix cultures les plus consommées tels que l'amarante, la morelle noire, le piment, le basilic, etc., révélant que 50 % des produits étaient conformes et 50 % étaient tolérables. Bien que les cultures soient comestibles, une surveillance continue est nécessaire pour prévenir tout risque éventuel pour la santé. Ainsi, le niveau d'études des maraîchers peut servir d'indicateur précieux pour guider les formateurs et autres acteurs dans l'élaboration de stratégies d'assistance efficaces.

2.2. L'accès au foncier

Le foncier revêt une importance capitale dans la pratique agricole, conditionnant le succès et la pérennité de l'activité. En effet, des éléments tels que la topographie, l'hydrographie et la géographie sont cruciaux pour sélectionner un site approprié, notamment pour le maraîchage. Selon nos enquêtes, l'Université Omar Bongo dispose d'une superficie foncière de 32 hectares (soit 320 000 m²), avec des atouts physiques et géographiques propices à l'agriculture. C'est ce qui justifie la présence du maraîchage au sein de l'université. De ce fait, selon le rapport de

l'AGASA (2022 : 17), la zone maraîchère de l'UOB s'étend sur une superficie de 27 550 m², principalement occupée par les maraîchers burkinabés. Ces derniers optaient pour des espaces verts disponibles au sein de l'UOB, en particulier les zones humides proches du cours d'eau Awondo, qui bénéficient d'un drainage naturel et sont propices à la culture. La figure 5 illustre la répartition des terres au sein de l'université.

Figure 5 : Occupation du sol de l'UOB



Les parcelles agricoles (maraîchères) sont plus rependues vers le sud-est de l'université. Il est donc nécessaire de savoir quel est le mode d'appropriation des terres et pour combien de temps.

2.2.1. Le mode d'appropriation de l'espace

Il a été difficile d'aborder la question de l'appropriation des terres, en particulier avec les maraîchers burkinabés, qui se sont montrés très prudents dans leurs réponses. Ils ont en effet évité de fournir des informations sur ce sujet. Les agents administratifs qui ont accepté de répondre à nos questions ont tous déclaré ne pas savoir qui avait autorisé ces maraîchers à exercer leur activité à l'UOB, étant donné que cette pratique maraîchère est très ancienne et remonte à une époque antérieure à leur arrivée à l'université. Pour eux, il semblerait qu'ils se soient installés illégalement. Cependant, il a été mentionné qu'à un moment donné, le collectif des maraîchers burkinabés avait été invité à verser une somme de 200 000 FCFA (304,87 euros) par mois à l'agence comptable de l'UOB. Cette mesure visait non seulement à formaliser la

location des terres de l'UOB à ces maraîchers, mais aussi à légaliser leur activité sur le campus universitaire. Toutefois, en raison du changement d'administration universitaire, il est difficile de confirmer si cette mesure était toujours en place avant leur départ de l'université.

En revanche, une fois qu'ils ont soumis leur dossier à la Mutuelle des étudiants, les étudiants maraîchers gabonais ont obtenu l'approbation des autorités universitaires, notamment du Centre National des Œuvres Universitaires (CNOU), avec lequel ils ont établi un partenariat pour la vente de leurs produits, sachant que le CNOU supervise le restaurant universitaire. La coopérative étudiante *Mutambe*, disposant de 500 m² de superficie maraîchère, est restée active dans la pratique du maraîchage après le départ des autres maraîchers. Elle est la seule autorisée à rester en raison d'un projet en cours intitulé "Agripreneur", en collaboration avec le Conseil Gabonais pour le Développement. Ce projet vise à encourager les étudiants à s'impliquer dans l'agriculture et à devenir entrepreneurs indépendants. Le tableau 3 vient appuyer nos observations et entretiens sur la manière dont les maraîchers ont pris possession de leurs lieux de culture.

Tableau 3 : Réponses indiquant le mode d'appropriation de l'espace maraîcher à l'UOB

Valeurs	Nb. cit
A travers la coopérative	1
Aucune idée	1
Avec le statut d'étudiant	1
En groupe d'étudiants	1
En nous constituant en collectif d'étudiants	1
En usant de mon statut d'étudiant	1
Nous l'avons eu en cultivant	1
Procédure administrative	1
TOTAL	8

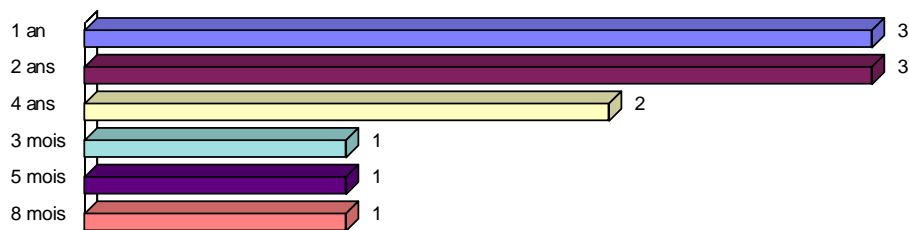
Source : Enquêtes de terrain, avril-mai 2023

Le tableau présenté reflète les réponses fournies par les maraîchers à la question : « Comment avez-vous obtenu cet espace pour cultiver ? ». Seuls 8 des 12 maraîchers ont répondu à cette question, et parmi eux, il est clairement mentionné que leur présence est légale car ils sont des étudiants (6 réponses sur 8 le confirment). Cela suggère que, en tant qu'étudiants, ils ont obtenu l'autorisation des autorités universitaires pour exercer leur activité de maraîchage. Mais les réponses telles que « aucune idée » et « nous l'avons eu en cultivant », ne montrent vraiment pas comment les deux maraîchers qui ont donné ces réponses ce sont procurés leur espace maraîcher.

2.2.2. Le temps mis sur site

Cette section vise à mettre en évidence la longévité de la pratique du maraîchage sur le campus de l'UOB, à travers la question portant sur la durée d'activité sur le site maraîcher (Figure 6).

Figure 6 : Durée de temps de pratique de l'agriculture à l'UOB



Enquêtes de terrain, avril-mai 2023

Seul un maraîcher parmi les 12, n'a pas donné d'information quant à la durée de temps de pratique du maraîchage à l'UOB. Toutefois, des réponses données, la plus longue période d'activité maraîchère à l'UOB est de 4 ans, réalisée par les deux jeunes maraîchers burkinabés. Ils ont mentionné qu'ils cultivaient en compagnie de leurs frères, qui sont probablement plus familiarisés avec les pratiques d'appropriation des terres. Cependant, les réponses fournies ne permettent pas de déterminer si, au cours de ces 4 années, ils sont restés sur le même site ou s'ils se sont déplacés. Cette information aurait été importante pour aborder la question de la surexploitation des sites maraîchers, qui constitue un danger en appauvrissant le sol.

La dégradation du sol résultant de sa surexploitation pourrait justifier la nécessité impérieuse d'utiliser des quantités importantes de produits chimiques, tels que des fertilisants, pour stimuler la production. Cependant, cela entraînerait des conséquences néfastes telles que la dégradation de l'environnement, les maladies respiratoires et cutanées pour les maraîchers exposés à ces produits, ainsi que divers problèmes de santé pour les consommateurs en l'absence de tout contrôle. C'est précisément face à ces répercussions qu'AGASA s'efforce de sensibiliser les maraîchers urbains sur leurs diverses responsabilités.

3. Discussion

Après l'analyse croisée des données ainsi obtenues, les résultats ont été classés en deux catégories. La première concerne les caractéristiques des maraîchers. Il est d'abord apparu que cette activité implique deux nationalités : les Burkinabés qui cultivent en collaboration fraternelle et les Gabonais, principalement des étudiants regroupés au sein de la coopérative *Mutambe*. Cette interculturalité bilatérale caractérisant l'activité économique à l'UOB a également été observée par C. Y. Koffie-Bikpo et A. A. Adaye (2014 :146) en Côte d'Ivoire,

où les Burkinabés sont majoritaires dans le maraîchage, contrairement aux Ivoiriens, en raison de leur expérience préalable dans ce domaine dans leur pays d'origine.

Par ailleurs, en ce qui concerne le genre, l'exploitation maraîchère à l'UOB est exclusivement une affaire d'hommes. Cette situation contraste avec celle des périmètres maraîchers de l'IGAD au Gabon, où 17 % de femmes ont été identifiées entre Owendo et Libreville. De plus, sur le site d'Owendo, 36 % des maraîchers sont des Gabonaises (S. M. Bayendi Loudit, *al.*, 2017 : 3). Cette absence de femmes peut s'expliquer par la nature physique et chronophage du travail maraîcher, nécessitant des efforts considérables (C.Y. Koffie-Bikpo et A. A. Adaye, 2014 :145).

En outre, le niveau d'éducation des maraîchers est crucial en raison de l'impact potentiel de leur activité sur l'environnement et la santé, tant pour les consommateurs que pour eux-mêmes, en raison de l'utilisation d'outils et de produits chimiques. Parmi les 12 personnes interrogées, 83,3 % sont des étudiants inscrits en licence dans différents départements de l'université. En revanche, les deux maraîchers burkinabés ont respectivement un niveau d'éducation primaire (CM2) et secondaire (4ème). Ce niveau d'éducation est essentiel pour l'innovation et la modernisation d'une activité respectueuse de l'environnement et de la santé humaine, et il est supérieur à celui observé dans les périmètres maraîchers de l'IGAD, où 34 % des personnes interrogées sont illettrées. Cela peut entraîner des difficultés dans la gestion des cultures, car toutes les informations concernant le suivi et l'entretien des plantes sont généralement écrites (S. M. Bayendi Loudit, *et al.*, 2017 : 3).

La deuxième catégorie de résultats concerne l'accès au foncier. Un accent particulier a été mis sur le mode d'appropriation de l'espace, une question délicate notamment avec les maraîchers burkinabés, qui se sont montrés très prudents dans leurs réponses. Dans tous les cas, les responsables administratifs de l'université ont d'abord souligné l'occupation illégale par les maraîchers burkinabés de l'espace universitaire, une pratique inhérente à l'agriculture maraîchère en Afrique (C. Y. Koffie-Bikpo et A. A. Adaye, 2014 :18 ; H. M. Melki, 2020 :19 ; A. Olanhan (2010 : 36).

Ensuite, pour formaliser et officialiser leur activité économique sur le site universitaire, un système de location des terres a été mis en place, moyennant un paiement mensuel de 200 000 FCFA (304, 87 euros) auprès de l'agence comptable de l'UOB. D'après A. Yemmafouo (2014 :15) et A. Olanhan (2010 : 36), cette pratique est courante dans ce secteur. Enfin, la coopérative des étudiants maraîchers a obtenu l'autorisation des autorités universitaires, notamment du Centre National des Œuvres Universitaires (CNOU), avec lequel un partenariat

a été établi pour la vente de leur production. Il s'agit donc d'une mise à disposition gracieuse des terres pour l'exploitation maraîchère, une pratique généralement observée dans ce secteur. Par exemple, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, cette « façon d'entretenir les espaces lotis et les maisons inachevées non recouvertes de toitures constitue une stratégie pour les titulaires de ces biens immobiliers de ne pas se voir, non seulement arracher les lots, mais aussi de ne pas permettre à des indécents de déféquer dans leurs maisons en vue de leur conférer une certaine propreté » (A. Olahan, 2010 : 43).

Une attention particulière a été accordée à la durée de présence sur le campus de l'UOB, dans le but de mettre en lumière la pérennité de l'activité maraîchère. Parmi les réponses obtenues, il est apparu que la période d'activité la plus longue à l'UOB est celle des deux jeunes maraîchers burkinabés qui sont présents depuis 4 ans. Les autres exploitants ont été sur le site pendant des périodes allant de 3 mois à 2 ans. Cette stabilité dans les différentes installations peut être attribuée à leur contribution à la création d'emplois et à la génération de revenus au sein des ménages défavorisés (Olahan, 2010 : 34).

Conclusion

Au Gabon, l'émergence et le développement des périmètres maraîchers dans et autour de Libreville ont débuté dans les années 1990 (G. Ondo Nzuey, 2019). Cette pratique est considérée comme une réponse aux défis de la sécurité alimentaire, du chômage et de l'environnement. Cependant, elle est confrontée à des problèmes fonciers, notamment au sein de l'Université Omar Bongo, un espace principalement dédié à l'enseignement supérieur.

L'objectif principal de cette étude étant d'analyser comment cette activité a survécu pendant plus de deux décennies malgré le développement universitaire prévu, a concrètement chercher à comprendre les modes d'appropriation de l'espace par les maraîchers et à évaluer le temps passé sur le site. Dans cette perspective, elle a avancé deux hypothèses : premièrement, la location pourrait être le mode d'appropriation des terres. Et deuxièmement, le temps passé sur le site peut varier selon les exploitants en raison de l'installation progressive. Pour les vérifier, des méthodes de recherche telles que la collecte de données documentaires et cartographiques, les observations sur le terrain, les entretiens semi-dirigés et une enquête par questionnaire administrée à 12 maraîchers entre avril et mai 2023, ont été utilisées.

De ce fait, la première hypothèse n'a pas été confirmée, car l'accès à la terre varie en fonction du statut des maraîchers. En effet, les maraîchers burkinabés sont devenus locataires en payant un loyer mensuel de 200 000 FCFA (304,87 euros) pour 27 550 m², tandis que les maraîchers gabonais ont obtenu l'approbation des autorités universitaires sans payer de loyer pour leurs

500 m². En revanche, la deuxième hypothèse a été confirmée, car la durée maximale d'activité sur les sites maraîchers, notamment pour les maraîchers burkinabés, est de 4 ans et dépend donc de la date d'installation.

Cette coopération interculturelle bilatérale qui favorise une cohabitation bénéfique sur le plan relationnel suggère l'importance d'harmoniser les modes d'appropriation de l'espace pour favoriser l'équité. En outre, cette activité maraîchère contribue à la lutte contre l'insécurité alimentaire et la précarité, ainsi qu'à la préservation de l'environnement. Cependant, les responsables de l'université ont choisi d'interdire la pratique de l'agriculture maraîchère sur le campus (L. Mbeng Essone, 2021). Même si la mise en œuvre de cette mesure n'est effective que depuis janvier 2024.

Bibliographie

BAYENDI LOUDIT Sandrine Mariella, NDOUTOUME NDONG Auguste et FRANCIS Frédéric, 2017, « Le maraîchage périurbain à Libreville et Owendo (Gabon) : pratiques culturelles et durabilité », *Cah. Agric.* 26 : 45002. [En ligne], Consulté en décembre 2023, URL : <https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/pdf/2017/04/cagri160049.pdf>

BOURRIER Marine, 2023, « Urbanisation africaine : une opportunité économique encore mal exploitée », [En ligne], Consulté en novembre 2023, URL : <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/urbanisation-africaine-une-opportunite-economique-encore->

CHALÉARD Jean-Louis, MOUSTIER Paule et LEPLAIDEUR Alain, 2002, « L'approvisionnement vivrier des villes en Guinée : entre fragilité et dynamisme », [En ligne], Consulté en décembre 2023, URL : https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/autrepart1/010030240.pdf

BEKALE Dany-Daniel, 2020, « L'égalité des chances à l'épreuve de la massification à l'université Omar Bongo de Libreville. Du discours politique à la réalité de l'offre universitaire », *Éducation et socialisation* [En ligne], 58, mis en ligne le 15 novembre 2022, consulté le 22 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/edso/13463> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edso.13463>

FLEURY André et DONADIEU Pierre, 1997, « De l'agriculture péri-urbaine à l'agriculture urbaine », In *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n°31, août 1997, pp.45-61. Disponible en ligne. Consulté le 06 mars 2024. URL : <https://hal.science/hal-01204863/file/C31Donadieu.pdf>

GÉRARD Mathilde, 2022, « Sous-alimentation : près d'une personne sur dix souffre de la faim dans le monde, un chiffre en forte hausse depuis deux ans », [En ligne], Consulté en novembre 2023, URL : https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/07/06/malnutrition-pres-d-une-personne-sur-dix-souffre-de-la-faim-dans-le-monde-un-chiffre-en-forte-hausse-depuis-deux-ans_6133630_3244.html

KOFFIE-BOKPO Céline Yolande et ASSUNTA Adaye Akoua, 2014, « Agriculture commerciale à Abidjan : le cas des cultures maraîchères », *Pour 4* (N°224), pp.141-149, Mis en ligne sur Cairn.info le 25/04/2015 <https://doi.org/10.3917/pour.224.0141>, Consulté en décembre 2023, URL : <https://www.cairn.info/revue-pour-2014-4-page-141.htm>

LINONGUI Gérald Emmanuel, 2022, *Agriculture en zone urbaine et périurbaine de Libreville : dynamiques spatiales, acteurs et enjeux environnementaux*, Thèse de doctorat en Géographie, Le Mans Université, 383p.

MBENG ESSONE Lyonnell, 2021, « Gabon : l'UOB, de temple du savoir à champ agricole. Disponible en ligne », Consulté le 06 avril 2024. URL : <https://gabonmediatime.com/gabon-luob-de-temple-du-savoir-a-champ-agricole/>

MELKI Hugues Morell, 2020, « Agriculture urbaine et trajectoires d'accès au foncier pour les citoyens précarisés au Cameroun : l'agriurbain comme perspective stratégique », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 44-45, mis en ligne le 15 avril 2020, consulté le 02 avril 2024. URL : <http://journals.openedition.org/tem/6411>; DOI : <https://doi.org/10.4000/tem.6411>

MOUGEOT Luc J. A. et MOUSTIER Paule, 2004, « Introduction », *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone : Enjeux, concepts et méthodes*, Cirad, Paris, p.11-21. Disponible en ligne. Consulté le 13 mars 2024. URL : https://agritrop.cirad.fr/518651/1/document_518651.pdf

MOUSTIER Paule et FALL Abdou Salam, 2004, « Les dynamiques de l'agriculture urbaine : caractérisation et évaluation. In Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone : Enjeux, concepts et méthodes », *Cirad*, Paris, pp.23-43. Disponible en ligne. Consulté le 13 mars 2024. URL : https://agritrop.cirad.fr/518651/1/document_518651.pdf

MOUSTIER Paule et MBAYE Alain (1999). « Introduction générale », in MOUSTIER P., A. MBAYE, H. DE BON et *al.* (Eds.), *Agriculture périurbaine en Afrique Subsaharienne*, Montpellier, Cirad, pp. 7-17.



NAHMÍAS Paula et LE CARON Yvon, 2012, « Pour une définition de l'agriculture urbaine : réciprocity fonctionnelle et diversité des formes spatiales », *Environnement urbain / Urban Environment*, 6, 1–16. <https://doi.org/10.7202/1013709ar>

OLAHAN Abraham, 2010, « Agriculture urbaine et stratégies de survie des ménages pauvres dans le complexe spatial du district d'Abidjan », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 10 numéro 2 | septembre, mis en ligne le 29 septembre 2010, consulté le 02 avril 2024. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/10005> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.10005>

ONDO NZUEY Griffin, 2019, « Agriculture : L'IGAD sollicite plus d'argent du gouvernement », *GabonReview*, Disponible à <https://www.gabonreview.com/agriculture-ligad-sollicite-plus-dargent-du-gouvernement/>, Consulté le 12 décembre 2023.

ROUÉ-LE GALL Anne, THOMAS Marie-Florence, DELOLY Clément et ROMAGON Julie, 2020, « Agriculture urbaine, Clef 13. Réserver des espaces pour promouvoir différentes formes d'agriculture urbaine, en adéquation avec la qualité des sols », 18 pages. Disponible en ligne. Consulté le 06 mars 2024. URL : https://www.ehesp.fr/wp-content/uploads/2020/06/F_13_Agriculture-urbaine-Isadora-web.pdf

YEMMAFOUO Aristide, 2014, « L'agriculture urbaine camerounaise. Au-delà des procès, un modèle socioculturel à intégrer dans l'aménagement urbain », *Géocarrefour* [En ligne], 89/1-2 | 2014, mis en ligne le, Consulté le 11 mars 2024. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/9413> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9413>